



VILLE DE MAYENNE

Rapport de présentation

Compte Administratif 2020

Budget principal

LE BUDGET PRINCIPAL

1 – Les grands équilibres

a) Les résultats de clôture 2020

A la clôture de l'exercice 2020, l'excédent de fonctionnement atteint **8 308 014,50 €**. Il se situe en progression de 9,3 % par comparaison à celui dégagé en 2019 de 7 599 211 €.

Cet excédent 2020 va permettre de :

- 1/ combler le besoin de financement de la section d'investissement de **2 999 331,43 €** (restes à réaliser compris) et,
- 2/affecter le solde disponible soit **5 308 683,07 €** au budget 2021 en excédent de fonctionnement reporté.

Les résultats de l'exercice 2020 ont fait l'objet par délibération n°1 du 8 avril dernier d'une reprise par anticipation au budget primitif 2021. Ils se présentent comme suit :

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2020 :	
Résultat de fonctionnement reporté de 2019	5 759 060,20 €
Recettes de l'année 2020	18 099 256,78 €
Dépenses de l'année 2020	-15 550 302,48 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2020 :</u>	8 308 014,50 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2020 :	
Résultat d'investissement reporté de 2019	-2 150 652,78 €
Recettes de l'année 2020	4 118 269,88 €
Dépenses de l'année 2020	-3 410 181,14 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2020 :</u>	- 1 442 564,04 €

Restes à réaliser dépenses 2020	- 2 008 757,39 €
Restes à réaliser recettes 2020	451 990,00 €
<u>BESOIN DE FINANCEMENT 2020 :</u>	2 999 331,43 €

<u>DISPONIBLE 2020 :</u>	5 308 683,07 €
---------------------------------	-----------------------

Ce résultat disponible dégagé au 31/12/20 de 5 308 683 € est moins favorable que celui dégagé un an plus tôt (5 759 060 €). Le présent rapport s'emploie à expliquer les raisons de cette diminution de l'excédent avec un budget 2020 fortement impacté par la crise sanitaire du covid 19 entraînant un effet défavorable sur les épargnes de la Ville ce qui tend à réduire à terme ses marges de manœuvre budgétaires.

b) L'exécution du budget 2020

Le compte administratif permet de comparer les réalisations aux prévisions du budget et ainsi de mesurer :

- le degré de sincérité budgétaire lors de l'élaboration du budget primitif
- et la maîtrise des crédits de fonctionnement tout au long de l'exercice.

Le taux d'exécution de la section de fonctionnement ressort à 92% en dépenses et à 98% en recettes. Ces taux feront l'objet dans le rapport ci-après d'une explication détaillée.

	EXECUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2020			
	Prévisions budget 2020	Réalisations budget 2020	Différentiel	
			Solde réalisation - prévisions en €	Solde réalisation - prévisions en %
Dépenses réelles *	15 624 288,00 €	14 404 469,96 €	-1 219 818,04 €	92,19%
Recettes réelles	17 733 937,80 €	17 404 524,25 €	-329 413,55 €	98,14%
* hors dépenses imprévues				

L'exécution budgétaire 2020 de la section d'investissement révèle un taux d'exécution de 30 % en dépenses, et de 86,6 % en recettes.

	EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT 2020			
	Prévisions budget 2020	Réalisations budget 2020	Différentiel	
			Solde réalisation - prévisions en €	Solde réalisation - prévisions en %
Dépenses réelles *	9 038 389,22 €	2 706 652,61 €	-6 331 736,61 €	29,95%
Recettes réelles **	3 422 640,00 €	2 963 641,36 €	-458 998,64 €	86,59%
* hors dépenses imprévues				
** hors cessions immobilières				

Que ce soit en section de fonctionnement comme en section d'investissement, l'exécution budgétaire 2020 est fortement impactée par la crise sanitaire du coronavirus qui a fortement perturbé l'activité des services.

c) L'analyse comparative des comptes administratifs de 2016 à 2020

	2016	2017	2018	2019	2020	évolution 2020/2019 en €	évolution 2020/2019 en %
Dépenses réelles de fonctionnement	15 595 474 €	15 367 601 €	14 381 211 €	14 745 721 €	14 404 470 €	-341 251 €	-2,31%
Recettes réelles de fonctionnement	18 422 323 €	18 231 233 €	17 942 186 €	18 271 059 €	17 404 524 €	-866 535 €	-4,74%

L'exercice 2020 subit une baisse importante de ses recettes de fonctionnement de 4,7% (-866 535 €). En parallèle, on note une décroissance de nos dépenses de fonctionnement mais à

un niveau moins élevé : - 2,3% (- 341 251 €).

Ce contexte de décroissance de nos recettes comme de nos dépenses s'explique par la crise sanitaire et économique du coronavirus avec comme conséquence une chute du niveau de nos trois épargnes (cf pages 21 et 22).

Touchée par la fermeture de nos services à la population (la crèche, le restaurant municipal, les centres de loisirs, les salles de sports, les salles municipales) la Ville voit son poste des recettes tarifaires majoritairement impacté (- 481 539 € représentant une diminution de 22% par rapport à 2019). Ce poste des produits des services représente 12% de nos recettes de fonctionnement. Mais, ce choc sanitaire national a également eu des répercussions sur nos recettes fiscales en lien avec :

L'exonération des droits de place (marchés ; foire de la Madeleine),

La baisse du versement mobilité (personnel des assujettis en chômage partiel) ou encore,

L'abattement de 25 % de la taxe sur la Publicité Extérieure.

Outre le constat d'une diminution de nos recettes, cette crise sanitaire a engendré des dépenses supplémentaires avec l'achat de masques et de produits sanitaires (gel hydro alcoolique).

La Ville est également intervenue pour soutenir le CCAS confronté à de fortes pertes de recettes sur son service d'aides à domicile nécessitant une augmentation de la subvention d'équilibre de 80 000 €.

A l'inverse, la fermeture de nos services pendant plusieurs semaines s'est traduite par la diminution de nos dépenses liées à l'alimentation pour le restaurant scolaire ou encore par la baisse de notre consommation des fluides et de l'électricité.

SECTION DE FONCTIONNEMENT 2020

2 – Les dépenses de la section de fonctionnement

Les dépenses budgétaires réelles (c'est à dire ayant donné lieu à décaissement) peuvent être regroupées en 5 catégories principales :

1. Les charges à caractère général (achat de petit matériel, entretien et réparations, fluides, assurances ...)
2. Les charges de personnel (salaires et charges sociales)
3. Les charges de gestion courante (subventions et participations, indemnités des élus ...)
4. Les charges financières (intérêts des emprunts)
5. Les charges exceptionnelles.

Evolution sur 5 ans - DEPENSES REELLES

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution n-1
Charges à caractère général	3 806 677 €	3 830 244 €	3 677 557 €	4 481 555 €	3 998 810 €	-482 745 €
Charges de personnel brutes	9 298 193 €	9 338 980 €	8 448 835 €	8 026 508 €	8 147 979 €	121 471 €
Charges de gestion courante	1 821 974 €	1 815 409 €	1 902 729 €	1 917 416 €	1 974 032 €	56 616 €
<i>dont subventions aux associations</i>	<i>755 876 €</i>	<i>718 201 €</i>	<i>755 672 €</i>	<i>845 939 €</i>	<i>832 432 €</i>	<i>-13 507 €</i>
Intérêts de la dette	385 135 €	335 050 €	285 918 €	245 744 €	205 516 €	-40 228 €
Autres dépenses	283 495 €	47 918 €	66 173 €	74 497 €	78 133 €	3 636 €
Dépenses réelles de fonctionnement	15 595 474 €	15 367 601 €	14 381 211 €	14 745 721 €	14 404 470 €	-341 251 €

Avant d'analyser l'exercice 2020, rappelons les origines des variations antérieures :

- ✓ la baisse de 2017 s'explique par une dépense exceptionnelle supportée en 2016 avec la provision sur la dette garantie de l'association Copainville de 256 850 €,
- ✓ la baisse de 2018 s'explique par 2 éléments : le transfert de l'exploitation des piscines à Mayenne Communauté (en parallèle l'attribution de compensation versée par Mayenne

Communauté a diminué de 400 093 €) et la mise en place au 1^{er} janvier 2018 de la gestion unifiée du personnel,

- ✓ l'augmentation de 2019 a notamment pour origine le transport public urbain + 156 805 € en lien avec le nouveau marché à effet du 1^{er} septembre 2018 (nouvelles dessertes, navettes du matin) ; l'entretien de nos bâtiments publics + 60 663 € (églises, presbytère, écoles, salle de tennis) ; l'externalisation de la pose et dépose de stands et moquettes lors de la Foire de la Madeleine + 33 812 € ; les dépenses liées à l'incendie de novembre du hall des expositions + 34 156 € avec le gardiennage et la décontamination du site notamment ; le transfert de la gestion de l'éclairage public au TEM 53 avec notamment la pose et dépose des luminaires de fin d'année (dont la mise en lumière du Château) : dépense de 98 716 € au total.

Analysons l'exercice 2020 en examinant l'évolution des dépenses de fonctionnement par chapitre :

Les charges à caractère général (3 998 810 €) présentent une diminution de 11 % au regard de l'exercice 2019 (- 482 745 €). Avec un crédit budgété de 4 588 711 €, leur taux d'exécution 2020 ressort à 87,1 %.

A l'origine de cette diminution sensible, on trouve :

➤ L'impact de la crise sanitaire :

- 1) L'absence de manifestations : fête de la musique ; 14 juillet ; foire de la Madeleine, Cima, jumelage (baisse totale de 83 749 €),
- 2) La fermeture du restaurant scolaire s'est traduite par la diminution des dépenses liées aux denrées alimentaires (- 82 691 €),
- 3) La fermeture de la crèche (baisse de 22 710 € en combustibles, en eau, fournitures alimentaires, fourniture de couches),
- 4) La fermeture des services périscolaires et des accueils de loisirs (- 9 312 €),
- 5) Une économie sur la dépense de carburants de 66 131 € (commande de 11 411 litres en moins de Super par rapport à 2019 et de 6 313 litres en moins de GNR par rapport à 2019),
- 6) Une économie sur les fluides (cf détail) de 165 160 € qui porte sur tous les postes de dépenses :

	2018	2019	2020	Evolution n-1
ÉCLAIRAGE PUBLIC	204 419 €	211 963 €	195 683 €	-16 280 €
ELECTRICITE	247 881 €	475 511 €	437 568 €	-37 942 €
COMBUSTIBLES- GAZ	271 071 €	250 109 €	222 901 €	-27 208 €
BOIS (Chateliers)	6 875 €	6 991 €	5 549 €	-1 442 €
Sous total énergie	525 827 €	732 610 €	666 018 €	-66 592 €
EAU	53 937 €	43 419 €	27 261 €	-16 158 €
CARBURANTS	249 775 €	263 723 €	197 592 €	-66 131 €
TOTAL FLUIDES	1 033 959 €	1 251 715 €	1 086 555 €	-165 160 €
variation n-1 en %	-11,5%	21,1%	-13,2%	

En matière de carburant, la Ville en sa qualité de coordonnatrice du groupement de commandes règle les factures pour son compte et celui du CCAS et de Mayenne Communauté selon leurs consommations. En 2020, l'effet Covid a entraîné une baisse de consommation en carburant enregistrée essentiellement sur le service déchets (pas de rotation de bennes pendant la période sanitaire).

L'effet COVID sur notre consommation en énergie a été estimé à -7,5 % comparativement à

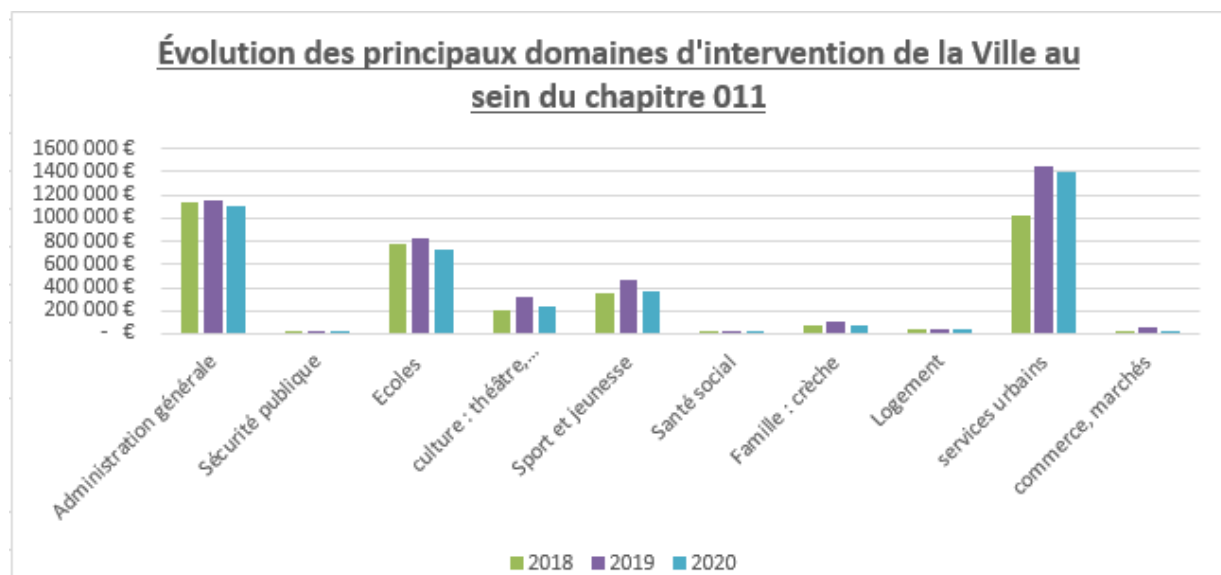
2019. A noter également que l'année 2019 a été une année climatique particulièrement douce ce qui a également joué sur notre facture énergétique de 2020.

➤ Les évènements ponctuels de 2019 :

- 7) Si l'entretien de nos bâtiments publics avait engendré une augmentation de dépenses entre 2018 et 2019 de + 60 663 € (travaux sur les églises, le presbytère, les écoles et la salle de tennis notamment), la dépense d'entretien de nos bâtiments a diminué de 80 000 € en 2020 pour atteindre un total de 112 989 €.

Par domaines d'intervention, il est possible de classer les dépenses du chapitre des charges à caractère général 2020 et de comparer leur évolution sur les 2 exercices précédents :

	2018	2019	2020	Evolution 2020/2019	% de progression 2020/2019
Administration générale	1 130 457 €	1 155 200 €	1 103 607 €	-51 593 €	-4%
Sécurité publique	17 299 €	29 501 €	20 204 €	-9 296 €	-32%
Ecoles	769 934 €	829 496 €	728 516 €	-100 980 €	-12%
culture : théâtre, Mémorial, salles	207 800 €	319 299 €	234 157 €	-85 142 €	-27%
Sport et jeunesse	353 011 €	461 088 €	365 642 €	-95 446 €	-21%
Santé social	26 148 €	28 598 €	28 112 €	-486 €	-2%
Famille : crèche	74 339 €	105 241 €	71 358 €	-33 883 €	-32%
Logement	43 124 €	44 959 €	44 773 €	-186 €	0%
services urbains	1 024 257 €	1 449 637 €	1 393 835 €	-55 802 €	-4%
commerce, marchés	31 188 €	58 536 €	8 605 €	-49 932 €	-85%
TOTAL	3 677 557 €	4 481 555 €	3 998 810 €	-482 745 €	-11%



On remarque ainsi que l'essentiel de la diminution de nos dépenses sur ce chapitre concerne les services publics locaux (services à la population) mis à l'arrêt en raison de la pandémie.

Enfin, ce chapitre en 2020 a supporté la dépense d'acquisition de matériel sanitaire ou de protection pour un montant 68 948 €. A noter qu'en compensation de l'achat de masques, l'Etat nous a versé une dotation de 6 330 € (sur la base de 50% de la commande effectuée entre le 13/04 et le 01/06/2020).

Les charges brutes de personnel (8 147 979 €) enregistre en 2020 une progression de 1,5% par rapport à 2019 avec une augmentation annuelle de **121 471 €**. Cette augmentation de 1,5% correspond à celle constatée au niveau national. Elle peut être considérée comme faible considérant les reports d'embauches engendrés par la crise sanitaire et les économies réalisées sur les frais de déplacement ou de formation.

Le poids brut de nos charges de personnel (Hors remboursements pour mise à disposition et pour arrêt maladie) par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement se dégrade légèrement et passe de 54% en 2019 pour atteindre 56,6% en 2020.

Les charges nettes de personnel 2020 (après déduction des remboursements sur charges de personnel) représentent 53,7% des dépenses réelles de fonctionnement (contre 51% en 2019 ; 50,7% en 2018).

Les charges nettes de personnel 2020 connaissent une progression de 2,2% par rapport à 2019. On note une stagnation du niveau des remboursements de mise à disposition de personnel et une diminution des indemnités journalières. Cette diminution est normale, elle est liée à la mise en place de la Gestion Unifiée du Personnel au 01/01/2018. La recette 2020 relative aux indemnités journalières correspond à des indemnités de dossiers maladie présentés avant la GUP.

	2018	2019	2020	Evolution n-1
Charges de personnel brutes	8 448 835 €	8 026 508 €	8 147 979 €	121 471 €
Remboursement pour mise à disposition du personnel (CCAS, budgets annexes)	1 062 620 €	405 079 €	405 688 €	609 €
Remboursement Indemnités journalières	95 132 €	54 892 €	5 837 €	-49 055 €
Charges de personnel nettes	7 291 083 €	7 566 538 €	7 736 455 €	169 917 €
% de variation n-1 des charges nettes	-9,6%	3,8%	2,2%	

RATIO de RIGIDITE DES CHARGES STRUCTURELLES: c'est l'un des 4 critères retenus pour mesurer la santé financière d'une commune. Ce ratio correspond aux dépenses incompressibles auxquelles doit faire face la commune à savoir les dépenses de personnel et les annuités de la dette (intérêts + capital). Le ratio se calcule ainsi : (frais de personnel + annuité de la dette) / recettes réelles de fonctionnement.

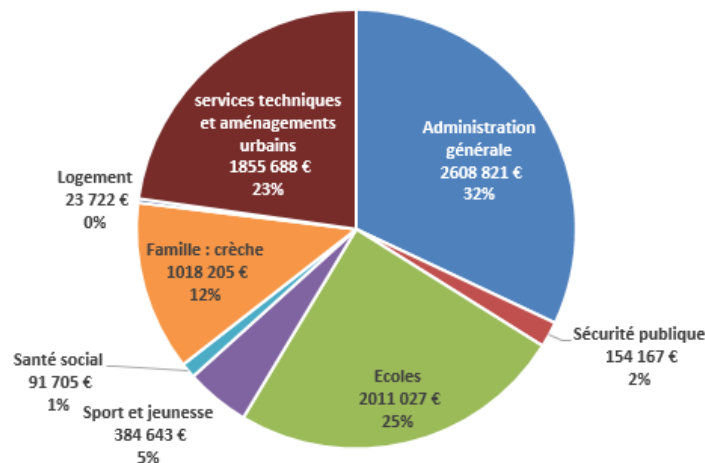
	2018	2019	2020
Charges de personnel nettes	7 291 083 €	7 566 538 €	7 736 455 €
Intérêts de la dette	285 918 €	245 744 €	205 516 €
Rbst en capital de la dette	1 483 820 €	1 358 144 €	1 390 663 €
Recettes réelles de fonctionnement	17 942 186 €	18 271 059 €	17 404 524 €
Ratio de rigidité	50,5%	50,2%	53,6%

On remarque que le ratio de Mayenne après s'être amélioré en 2019 avec les effets de la baisse de la dépense relative à la dette et de l'augmentation de nos recettes de fonctionnement, se détériore du fait de l'augmentation des dépenses de personnel et de la diminution de nos recettes réelles de fonctionnement en 2020.

L'évolution des charges de personnel brutes par domaine d'intervention :

	2018	2019	2020	Evolution n-1
Administration générale	2 857 613 €	2 605 471 €	2 608 821 €	3 350 €
Sécurité publique	107 713 €	109 184 €	154 167 €	44 983 €
Ecoles	1 948 097 €	1 964 145 €	2 011 027 €	46 882 €
Sport et jeunesse	499 322 €	454 945 €	384 643 €	-70 301 €
Santé social	96 286 €	101 230 €	91 705 €	-9 525 €
Famille : crèche	936 514 €	953 845 €	1 018 205 €	64 360 €
Logement	37 928 €	36 357 €	23 722 €	-12 635 €
services techniques et aménagements urbains	1 965 361 €	1 801 331 €	1 855 688 €	54 357 €
TOTAL Chapitre 012	8 448 835 €	8 026 508 €	8 147 979 €	121 471,20 €

Dépense de personnel en 2020 par domaines



Zoom sur les 31 recrutements de 2020 dont 5 créations de postes.

Recrutements 2020							
Nbre	Services d'affectation	Date de prise de poste	Collectivité (Ville, CCAS, MC)	% en cas de mutualisation du poste		Temps de travail	Origine du recrutement (départ en retraite/création/remplacement à durée déterminée)
				VILLE	MC		
1	Restaurant municipal	06/10/2020	VILLE	100%			apprenti (fin de contrat)
2	Maison de la petite enfance	04/06/2020	VILLE	100%		TC	Congé maternité
3	DAME	06/01/2020	VILLE	50%	50%	TC	Création
4	Direction ressources	01/02/2020	VILLE	50%	50%	TC	Création
5	DEJS/RH	17/02/2020	VILLE	76%	24%	TC	Création
6	Direction ressources	01/09/2020	VILLE	50%	50%	TC	Création
7	Voirie	01/07/2020	VILLE	98%	2%	TC	Création (réorganisation du service)
8	Informatique	01/10/2020	VILLE	40%	60%	TC	démission contractuel sur emploi permanent
9	batiments	17/08/2020	VILLE	90%	10%	TC	démission contractuel sur emploi permanent
10	Propreté urbaine	01/01/2020	VILLE	97%	3%	TC	départ en retraite
11	Voirie	06/01/2020	VILLE	98%	2%	TC	départ en retraite
12	Bâtiments	06/04/2020	VILLE	90%	10%	TC	départ en retraite
13	Restaurant municipal	01/06/2020	VILLE	100%	0%	TC	départ en retraite
14	Propreté urbaine	01/07/2020	VILLE	97%	3%	TC	départ en retraite
15	espaces verts	15/10/2020	VILLE	94%	6%	TC	départ en retraite
16	voirie	01/09/2020	VILLE	98%	2%	TC	départ en retraite
17	Ecole maternelle	01/09/2020	VILLE	100%		TC	départ en retraite
18	espaces verts	16/11/2020	VILLE	98%	2%	TC	départ en retraite
19	batiments	14/12/2020	VILLE	90%	10%	TC	départ en retraite
20	Propreté urbaine	01/01/2020	VILLE	97%	3%	TC	départ en retraite
21	espaces verts	01/01/2020	VILLE	98%	2%	TC	disponibilité
22	espaces verts	01/12/2020	VILLE	98%	2%	TC	disponibilité
23	Cabinet du Maire/Président	01/11/2020	VILLE	60%	40%	TC	fin de contrat sur emploi permanent
24	Maison de la petite enfance	01/12/2020	VILLE	100%		TC	fin de contrat sur emploi permanent

25	espaces verts	01/04/2020	VILLE	94%	6%	TC	Mob
26	espaces verts	11/05/2020	VILLE	94%	6%	TC	Mobilité interne
27	Voirie	01/07/2020	VILLE	98%	2%	TC	Mobilité interne
28	Voirie	01/07/2020	VILLE	98%	2%	TC	Mobilité interne
29	voirie	01/11/2020	VILLE	98%	2%	TC	mobilité interne
30	Informatique	17/02/2020	VILLE	50%	50%	TC	Mutation
31	Direction générale	04/05/2020	VILLE	50%	50%	TC	Mutation

Les charges de gestion courante (1 974 032 €) regroupent les dépenses suivantes :

	2018	2019	2020	Evolution n-1
Subventions aux associations	755 672 €	845 939 €	832 432 €	-13 507 €
Contingents SDIS	412 027 €	420 468 €	419 823 €	-645 €
Subvention au CCAS	510 000 €	440 000 €	520 000 €	80 000 €
Indemnités aux élus	176 873 €	176 591 €	180 998 €	4 407 €
Participations aux organismes extérieurs	17 671 €	8 386 €	5 386 €	-3 000 €
Régie argent de poche	11 025 €	10 771 €	6 586 €	-4 185 €
Créances admises en non valeur ou éteintes	17 102 €	13 246 €	6 103 €	-7 142 €
Autres charges de gestion courante	2 359 €	2 016 €	2 704 €	688 €
TOTAL Chapitre 65	1 902 729 €	1 917 416 €	1 974 032 €	56 616 €

L'ensemble des postes de dépenses enregistre une baisse en 2020 à l'exception de la subvention d'équilibre versée au CCAS (+ 80 000 €) et des indemnités des élus (+ 4 407 €).

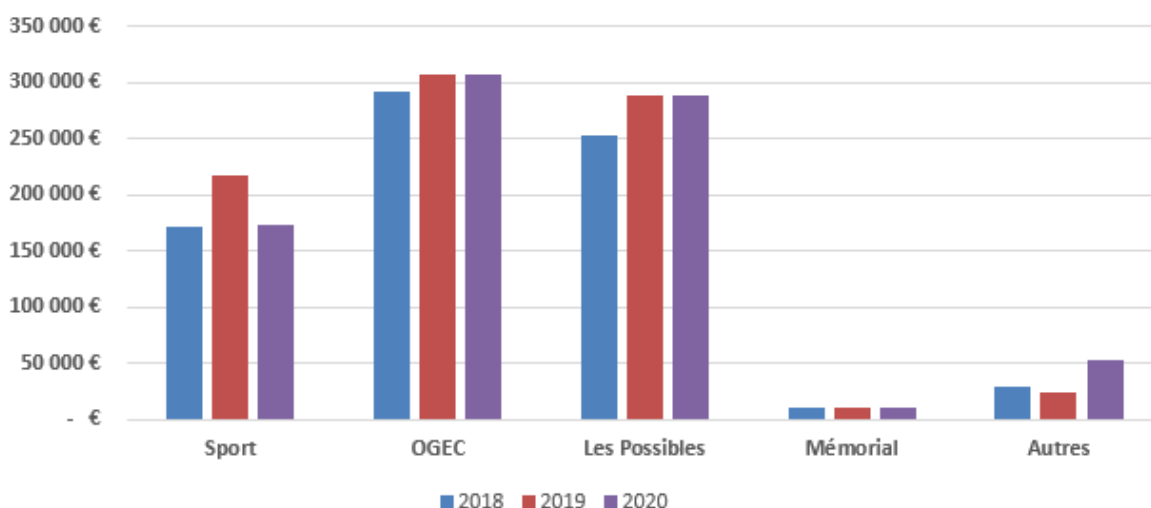
1) Baisse des subventions aux associations entre 2019 et 2020 : - 13 507 €

Même si les associations n'ont pas fonctionné durant les périodes de confinement, les élus n'ont pas souhaité modifier les montants des subventions allouées. Pour autant, la subvention versée à l'OGEC Don Bosco dans le cadre de la compensation pour le temps du repas a été diminuée du fait de la fermeture de l'école et donc du restaurant scolaire en avril et mai 2020 (-12 500 €).

En matière de subventions sportives, la baisse de 2020 a pour origine un versement exceptionnel de 40 000 € opéré en 2019 pour 6 associations sportives et décidé après avoir perçu une recette exceptionnelle suite à la dissolution du Syndicat Mixte de l'Apprentissage de la Mayenne dont la Ville était adhérente.

	2018	2019	2020	Evolution n-1
Sport	170 998 €	217 710 €	172 681 €	-45 029 €
OGEC	292 587 €	306 577 €	307 916 €	1 339 €
Les Possibles	253 255 €	288 255 €	288 255 €	0 €
Mémorial	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0 €
Autres	28 832 €	23 397 €	53 580 €	30 183 €
TOTAL DES SUBVENTIONS VERSÉES	755 672 €	845 939 €	832 432,29 €	- 13 506,86 €

Évolution des subventions par domaine de 2018 à 2020



En 2020, quelques associations nouvelles ont été aidées : les Petits Potins (1 500 €) ; la Roue libre (1 500 €) ; UCAVM (5 500 € en 2019 et 19 000 € en 2020) ; Copainville (18 000 €).

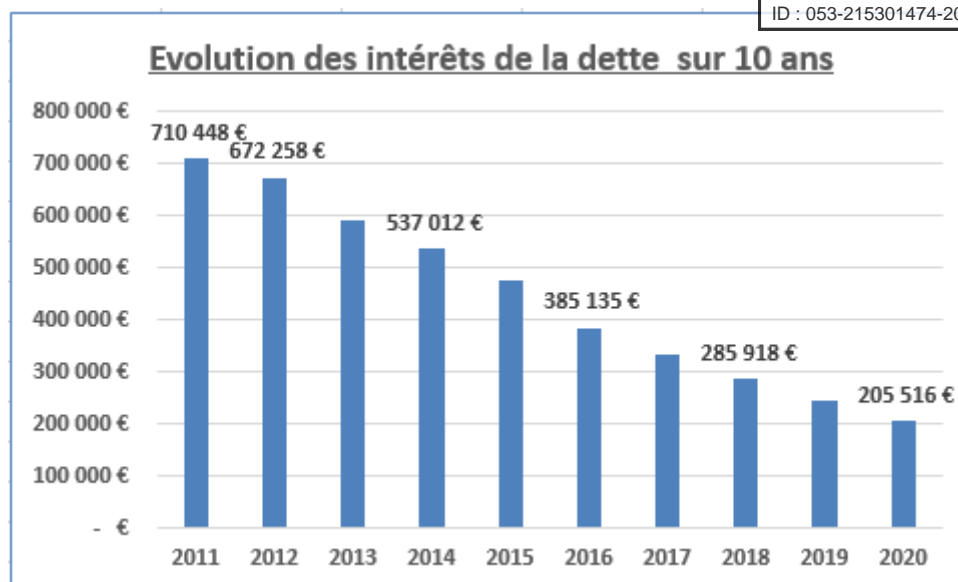
2) En 2020, le CCAS a vu ses recettes du service aides à domicile diminué de 100 000 € en raison de la baisse des heures d'intervention chez les bénéficiaires d'aide à domicile du fait de la crise sanitaire. La Ville a compensé cette perte de recette en versant une subvention complémentaire de 80 000 € au CCAS.

3) Les participations aux organismes extérieurs pour 2020 sont de 5 000 € au titre du CAUE 53 pour ses conseils en urbanisme et de 386 € versés à la Ville de Laval en contrepartie de la scolarisation d'un enfant de Mayenne.

Comme au titre des charges à caractère général et des charges de personnel, regardons l'évolution sur 3 ans par domaine d'intervention des charges de gestion courante :

	2018	2019	2020	Evolution n-1
Administration générale	221 716 €	205 594 €	196 222 €	-9 372 €
Sécurité publique	412 027 €	420 468 €	419 823 €	-645 €
Ecoles	310 254 €	311 963 €	317 587 €	5 624 €
culture : théâtre, Mémorial, salles	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0 €
Sport et jeunesse	431 382 €	511 736 €	462 525 €	-49 211 €
Santé social	510 900 €	440 900 €	540 025 €	99 125 €
Famille : crèche	950 €	950 €	1 950 €	1 000 €
Logement	500 €	500 €	- €	-500 €
services urbains	5 000 €	8 000 €	6 900 €	-1 100 €
commerce, marchés		7 305 €	19 000 €	11 695 €
TOTAL Chapitre 65	1 902 729 €	1 917 416 €	1 974 032 €	56 616 €

Les charges financières (205 516 €) se réduisent de façon continue depuis 2011, en lien avec notre politique de désendettement et avec le niveau très favorable des taux d'intérêts de ces dernières années. En 2020, les charges financières sont en recul de 16 % représentant une économie de 40 228 € par rapport à 2019.



L'analyse de la dette est abordée au point 5 de la page 24 du présent rapport.

Les autres dépenses (78 133 €). On trouve les reversements de fiscalité à Parné pour **6 643 €**, les dégrèvements de taxes foncières aux jeunes agriculteurs pour **933 €** ainsi que la contribution au Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales de **66 896 €** (contre 59 449 € en 2019) soit une contribution supérieure de **7 447 €** en 2020.

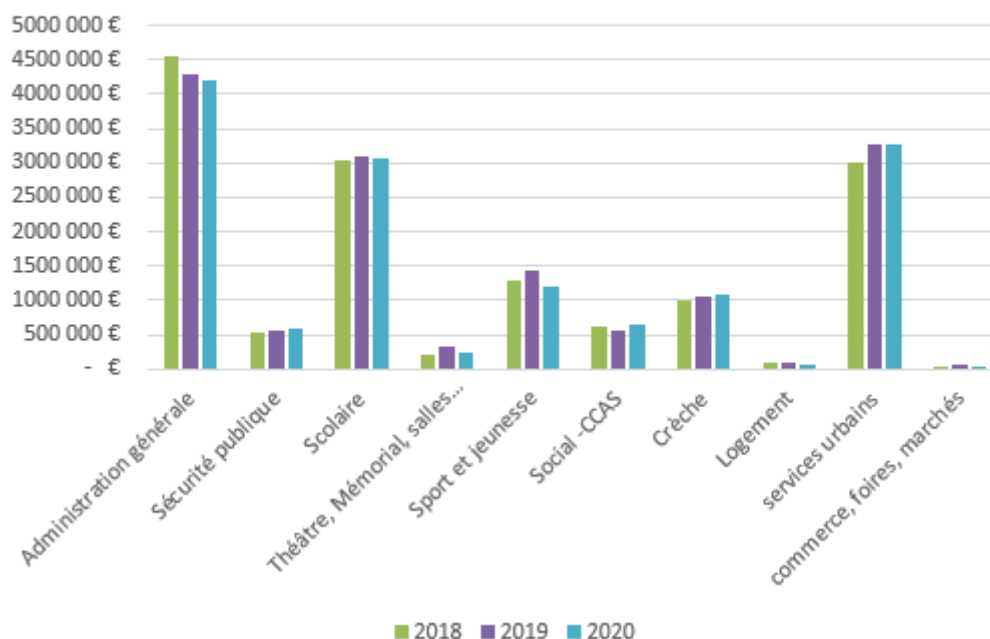
Les charges exceptionnelles 2020 comprennent les titres de recettes annulés émis sur des exercices antérieurs pour **2 506 €**, et les bourses et prix de **655 €** dans le cadre du concours des maisons fleuries et de **500 €** pour une bourse BAFA d'un animateur de centre de loisirs.

En conclusion, une compilation des dépenses réelles de fonctionnement par domaine d'intervention de la Ville sur 3 exercices :

	2018	2019	2020	Evolution 2019/2020 Commentaires
Administration générale	4 559 822 €	4 286 057 €	4 189 373 €	-96 684 € effet intérêts de la dette + covid
Sécurité publique	537 775 €	559 153 €	594 254 €	35 101 € effet RH
Scolaire	3 028 551 €	3 106 053 €	3 059 427 €	-46 626 € fermeture restaurant
Théâtre, Mémorial, salles municipales	217 800 €	329 299 €	244 173 €	-85 126 € dep exceptionnelles Hall d'expo en 2019 sécurisation
Sport et jeunesse	1 284 139 €	1 427 769 €	1 213 311 €	-214 458 € effet interventions travaux + fermetures services + subventions
Social -CCAS	633 334 €	570 727 €	659 842 €	89 115 € effet subvention d'équilibre
Crèche	1 011 804 €	1 060 036 €	1 091 566 €	31 530 € effet RH
Logement	81 551 €	81 817 €	68 495 €	-13 321 €
services urbains	2 995 247 €	3 258 968 €	3 256 423 €	-2 545 €
commerce, foires, marchés	31 188 €	65 841 €	27 605 €	-38 237 € effet absence de manifestations
TOTAL Chapitre FCT dépenses	14 381 211 €	14 745 721 €	14 404 470 €	-341 251 €

Globalement, le domaine d'intervention de la Ville qui a enregistré la baisse la plus significative de ses dépenses entre 2019 et 2020 correspond aux services sports et jeunesse.

Evolution sur 3 années des dépenses de fonctionnement par domaine d'intervention de la Ville



3 – Les recettes de la section de fonctionnement

Les recettes peuvent être regroupées en 4 catégories principales :

- Les produits issus de la fiscalité locale (impôts et taxes)
- Les dotations et participations de l'Etat et des autres collectivités (dont la DGF)
- Les produits de nos services publics
- Les autres produits issus des locations, baux, des recettes exceptionnelles, des indemnités journalières

Evolution sur 5 ans - RECETTES REELLES

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2019-2020
Impôts et taxes	12 341 165 €	12 309 791 €	12 140 667 €	12 973 669 €	12 792 072 €	-181 596 €
Dotations et participations	2 820 389 €	2 560 512 €	2 406 861 €	2 384 096 €	2 266 285 €	-117 811 €
<i>dont DGF</i>	1 560 621 €	1 347 285 €	1 302 035 €	1 262 543 €	1 225 622 €	-36 921 €
Produits des services	2 557 336 €	2 518 921 €	2 700 215 €	2 185 151 €	1 703 612 €	-481 539 €
Autres recettes	703 433 €	842 009 €	694 442 €	728 144 €	642 555 €	-85 589 €
Recettes réelles de fonctionnement	18 422 323 €	18 231 232 €	17 942 186 €	18 271 059 €	17 404 524 €	-866 535 €
variation n-1 en € -	725 014 €	-191 091 €	-289 046 €	328 873 €	-866 535 €	

Les recettes réelles de fonctionnement 2020 (recettes de fonctionnement hors opérations d'ordre budgétaire) s'élèvent à 17 404 524 €. Elles subissent une diminution de 866 535 € par rapport au réalisé 2019 avec comme principale origine la crise sanitaire. Fait marquant : l'ensemble des catégories de recettes (chapitres comptables) subit une baisse entre 2019 et 2020.

a) Le poste de recettes "impôts et taxes" (12 792 072 €) régresse en 2020 de 181 843 €.

Analysons ce poste en distinguant parmi les recettes fiscales totales (12 792 072 €), les recettes fiscales nettes des recettes fiscales de transfert reçues de Mayenne Communauté ou de l'État. Les recettes fiscales de transfert sont constituées de l'Attribution de Compensation (4 555 430 €) et de la Dotation de Solidarité exceptionnelle (DSC) de 2020 (236 117 €). La seconde est liée au Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (161 591 €). Ces 3 recettes fiscales de transfert stagnent par rapport à 2019.

Nos recettes fiscales "nettes" de l'AC, la DSC et du FPIC évoluent défavorablement en 2020 à - 181 843 € sous les effets de la perte du versement mobilité (- 323 749 €), et des mesures d'aides aux acteurs économiques décidées par la municipalité : abattement de 25% sur la taxe sur les emplacements publicitaires ; gratuité d'un trimestre sur les droits de place.

Dans le détail, les recettes fiscales nettes s'élèvent par année à :

	2016	2017	2018	2019	2020	Evolution 2019-2020
Contributions directes	6 276 540 €	6 318 311 €	6 405 931 €	6 580 963 €	6 734 348 €	153 385 €
Taxes sur l'électricité	321 236 €	313 296 €	303 032 €	305 073 €	297 654 €	-7 419 €
Produit des droits de mutation	302 011 €	278 662 €	273 845 €	341 070 €	356 074 €	15 004 €
Emplacements publicitaires	160 749 €	137 908 €	88 211 €	110 839 €	92 687 €	-18 151 €
Droits de place et de stationnement	35 332 €	21 845 €	24 026 €	22 419 €	13 670 €	-8 749 €
Taxe de crémation	52 933 €	76 291 €	90 480 €	90 263 €	98 099 €	7 836 €
Versement mobilité			183 005 €	570 151 €	246 402 €	-323 749 €
Les recettes fiscales nettes	7 148 800 €	7 146 313 €	7 368 529 €	8 020 778 €	7 838 934 €	-181 843 €

Le produit fiscal 2020 issu des 3 taxes ménages enregistre ainsi une progression de 153 385 € entre 2019 et 2020 par l'effet variation des bases fiscales.

Zoom sur les contributions directes (6 734 348 € = 86 % des recettes fiscales nettes en 2020)

Rôles des impositions	2018	Variation n-1	2019	Variation n-1	2020	Variation n-1
Taxe d'habitation	2 444 682 €	1,2%	2 504 028 €	2,4%	2 561 118 €	2,3%
taux d'imposition TH	13,04%		13,04%			
Foncier Bâti	3 889 136 €	1,6%	4 000 003 €	2,9%	4 104 537 €	2,6%
taux d'imposition FB	19,62%		19,62%			
Foncier Non Bâti	55 842 €	3,6%	56 361 €	0,9%	55 966 €	-0,7%
taux d'imposition FNB	41,20%		41,20%			
Rôles supplémentaires	16 271 €	-15,2%	20 571 €	26,4%	12 727 €	-38,1%
Total des produits	6 405 931 €	1,4%	6 580 963 €	2,7%	6 734 348 €	2,3%
écart en € n-1	87 620 €		175 032 €		153 385 €	

Notre produit fiscal a progressé en 2018 de +1,4%, en 2019 de 2,7% et en 2020 de 2,3%. Ce dynamisme s'explique exclusivement par la variation des bases dans la mesure où les taux d'imposition sont restés stables sur ces 3 années. Au sein de la variation des bases, on trouve 2 types de variations.

La première est liée à la revalorisation annuelle forfaitaire des valeurs locatives fixée pour 2020 à 1,2% (contre 2,2% en 2019; 1,2% en 2018 et 0,4% en 2017).

La seconde variation est liée aux changements physiques des locaux décidés par les propriétaires ou par de nouvelles impositions. Avec cette variation globale de 2,3% entre 2019 et 2020, après

déduction de la variation de 1,2 % de revalorisation forfaitaire, on peut en conclure que les changements physiques des locaux opérés par les propriétaires sur la Ville et les nouvelles impositions nous ont apporté un produit fiscal complémentaire de moins de 1,1 %, à + 72 390 € ce qui est relativement faible (calculs effectués sans tenir compte des rôles supplémentaires).

Les autres recettes fiscales de 2020

Après avoir progressé chaque année depuis 2013, puis enregistré une baisse en 2017 et 2018, les **droits de mutation** poursuivent en 2020 leur progression constatée en 2019 avec une recette de **356 074 €** sous l'effet de la reprise du marché immobilier (soit une progression annuelle de 15 004 €).

Le produit de la **taxe de crémation** progresse de 7 836 € pour atteindre une recette de **98 099 €**. A noter que cette taxe a été supprimée par la loi de finances 2021 car considérée comme taxe à faible rendement par le gouvernement. On remarque une progression constante des crémations avec 840 crémations en 2017, 1 131 en 2018, 1 116 en 2019 et 1 260 crémations en 2020.

Le **versement mobilité** instauré depuis 3 ans (par délibération n°17 du 21/09/2017 à effet du 1^{er} janvier 2018 et au taux de 0,2% au 1^{er} juillet 2018) nous avait apporté une recette d'un niveau exceptionnel de 570 151 € en 2019 suite à un rattrapage de cotisations pour un assujetti qui ne s'était pas acquitté du versement mobilité depuis son instauration. Pour 2020, la recette se situe à **246 402 €**, elle a sans aucun doute subi une variation à la baisse du fait du chômage partiel lié à la pandémie, sans que nous soyons en mesure de chiffrer précisément l'impact faute d'information de l'URSSAF, organisme collecteur.

Enfin la recette issue des **emplacements publicitaires** se chiffre en 2020 à **92 687 €** (en 2019 à 110 839 €), montant diminué par rapport à 2019 en raison de l'abattement annuel de 25% décidé par le Conseil Municipal le 25/06/2020.

RATIO : produit des impositions directes sur population

	2016	2017	2018	2019	2020
Produit des impositions directes (nettes)	6 276 540 €	6 318 311 €	6 405 931 €	6 580 963 €	6 734 348 €
Population INSEE	14 300	14 051	13 875	13 728	13 551
Ratio Mayenne	439 €	450 €	462 €	479 €	497 €

Le dernier ratio publié sur la strate concerne **2019**. Il était de **563 € pour la strate contre 479 €/hab pour Mayenne en 2019**. Par habitant, notre produit fiscal est inférieur de 84 € du fait des faiblesses de nos bases de TH et de nos taux d'imposition.

Pour comparaison avec la strate à partir des derniers chiffres connus (source : comptes individuels des collectivités – Ministère de l'Action et des Comptes publics):

2019	Euros / habitant Pour Mayenne	Euros par habitant Pour la strate
Bases de Taxe d'habitation	1 398	1 441
Bases Taxe Foncier Bâti	1 483	1 384
Bases de Taxe Foncier Non Bâti	10	11
2019	Pour Mayenne	Taux moyens de la strate
Taux de taxe d'habitation	13,04 %	16,66 %

Taux de taxe Foncier Bâti	19,62 %	22,58 %
Taux de taxe Foncier Non Bâti	41,20 %	53,69 %

b) Les dotations et participations (2 266 285 € en 2020)

Elles enregistrent une diminution pour la septième année consécutive. Après avoir constaté une baisse de 266 828 € entre 2013 et 2014, de 240 519 € en 2015, de 430 708 € en 2016, de 259 877 € en 2017, de 153 651 € en 2018, de 22 765 € en 2019, la baisse 2020 se situe à 117 811 €.

Cette catégorie de recettes est constituée à 54% de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

Si la DGF présente une baisse de 36 921 €, l'essentiel de la baisse (80 890 €) porte sur :

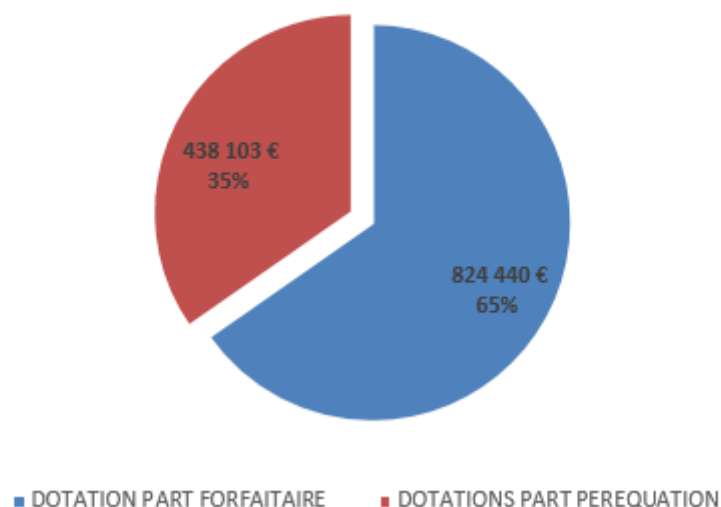
- les prestations de services versées par la CAF diminuées du fait de la fermeture de nos services enfance ou encore,
- les participations de la Région et du Département réduites à cause de la fermeture des salles de sports.

La DGF : Pour rappel depuis 2018, l'État cesse de ponctionner la dotation forfaitaire des communes au titre de la participation au redressement des finances publiques, il pratique un écrêtement selon la baisse de population et selon l'écart du potentiel fiscal.

Au seul titre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), la Ville a perdu en 2020 36 921 € (niveau de perte similaire en 2019 avec - 39 492 €).

La DGF représente la participation de l'Etat au fonctionnement des collectivités territoriales. Elle constitue une ressource libre d'emploi. Pour les communes, elle se structure autour de 2 composantes : 1 part forfaitaire (calculée par rapport à la population, la superficie), et une ou plusieurs parts de péréquation avec la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP).

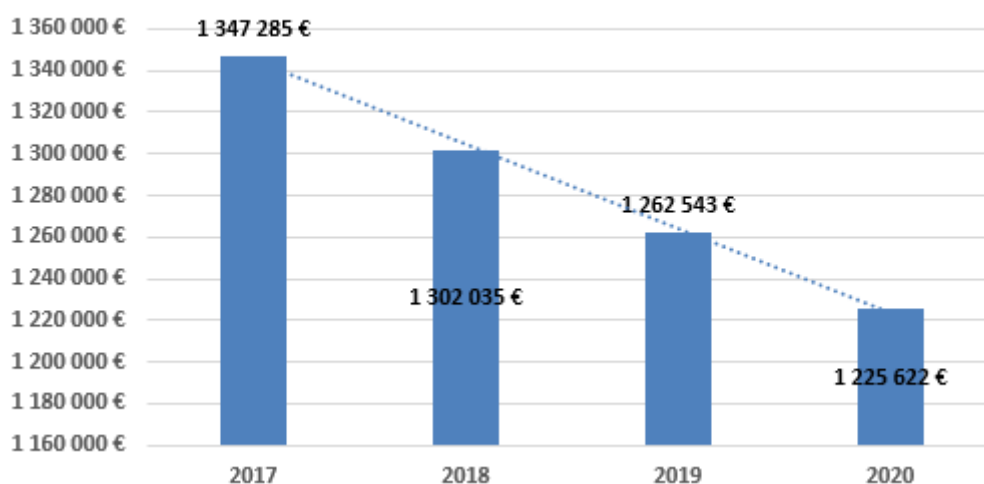
Répartition de la DGF 2019



	2017	2018	2019	2020
DOTATION FORFAITAIRE	954 916 €	889 986 €	824 440 €	765 901 €
DSU	131 810 €	141 532 €	149 460 €	159 070 €
DSR	253 414 €	261 943 €	278 354 €	291 391 €
DNP	7 145 €	8 574 €	10 289 €	9 260 €
TOTAL DGF	1 347 285 €	1 302 035 €	1 262 543 €	1 225 622 €
Contribution redressement fin pub	- 170 524 €	- €	- €	- €
Taux d'évolution DGF n-1	-13,7%	-3,4%	-3,0%	-2,9%
Perte de DGF n-1	- 213 336 €	- 45 250 €	- 39 492 €	- 36 921 €
POP DGF	14 284	14 090	13 960	13 781
DGF/POP	94,32 €	92,41 €	90,44 €	88,94 €
évolution en € n-1/habitant	-12,89 €	-1,91 €	-1,97 €	-1,50 €

La DGF (forfaitaire+ DSU+ DSR + DNP) atteint 1 225 622 € en 2020 pour un montant de 89 € par habitant (population DGF à 13 781 hab.). Les progressions des dotations de péréquation verticale (DSR, DSU et DNP) de 21 618 € au total permettent d'atténuer la perte sur la dotation forfaitaire de 58 539 €.

Evolution de la DGF depuis 2017



La courbe de tendance introduite dans ce graphique montre l'évolution depuis 2017 de la DGF de la Ville.

Les ratios publiés par la DGFIP (comptes individuels des communes 2019) montrent que notre niveau de DGF de Mayenne est faible par rapport à la strate. En effet en 2019, par rapport à la population INSEE, Mayenne recevait 92 € par habitant alors que la strate se situait à 177 € (soit un niveau inférieur de 85 €/habitant).

Autres dotations et participations, les compensations fiscales versées par l'Etat avec un total 2020 de 322 982 €. Les exonérations de TH atteignent 308 469 € en 2020, et augmentent de 22 551 € après avoir progressé de 21 794 € en 2019. Cette compensation est versée en contrepartie de l'exonération des bases de TH accordée aux personnes de conditions modestes.

Les autres participations de l'Etat, on trouve :

- les prestations de la CAF pour la gestion de nos services dédiés à l'accueil de la petite enfance et de l'enfance à hauteur de 483 825 €. Cette recette présente un recul annuel de 100 961 € en raison de la fermeture de nos services du fait de la crise sanitaire.
- la recette du FCTVA perçue pour les dépenses de fonctionnement réalisées en matière de

- bâtiments publics et de voirie de 35 942 €,
- le fonds d'amorçage versé dans le cadre des rythmes scolaires de 51 750 € (43 567 € en 2019),
- la compensation pour l'organisation des élections municipales de 7 552 €,
- la compensation pour l'achat de masques sanitaires de 6 330 €,
- la compensation du dispositif sport santé culture et civisme dans les écoles de 6 930 €,
- la dotation pour les titres sécurisés de 13 554 € et,
- la dotation de recensement de 2 490 €.

Au titre des versements d'autres partenaires, on trouve :

Les participations des communes aux frais de scolarité de 48 146 € dont la commune de Parigné à hauteur de 39 611 €.

La contribution de la MSA au financement de nos services enfance pour un total de 4 524 € en 2020.

Les contributions du Département et de la Région à l'utilisation des salles de sports par les collégiens et les lycéens pour un total de 49 707 € en 2020. En 2019, cette recette s'élevait à 70 372 €. On enregistre donc une perte de 20 665 € liée à la fermeture des salles pendant la pandémie.

L'aide du Département de 2 520 € en contrepartie de la désinfection des vestiaires utilisés par les collégiens dans le cadre de leur pratique sportive.
 A noter que jusqu'en 2019, le Département contribuait chaque année au financement du CIMA en nous versant une subvention de 20 000 €, que l'on ne retrouve pas en 2020.

c) Les produits des services (1 703 612 €)

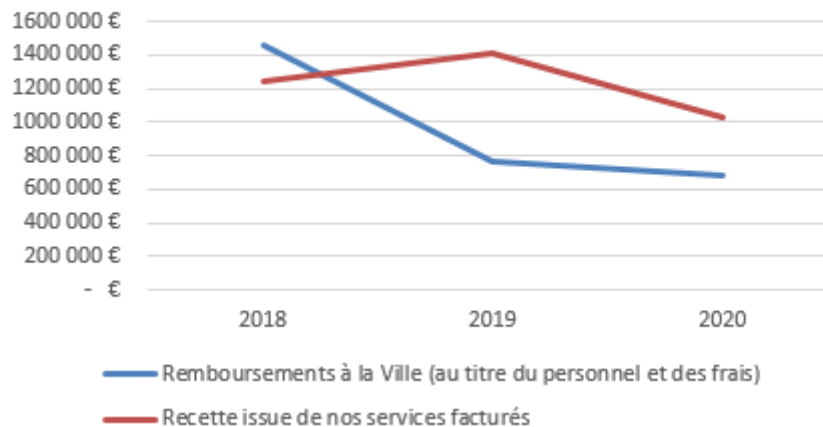
C'est le chapitre comptable qui supporte la majorité des pertes budgétaires. 56% des pertes de recettes de la section ont pour origine ce chapitre. Une nouvelle fois cette perte est la conséquence de la crise sanitaire qui a considérablement perturbé la facturation de nos services publics.

Ce chapitre comprend deux types de recettes : celles issues de la facturation de nos services publics rendus aux usagers (restaurant municipal, centre de loisirs, crèche, jardins familiaux ...) et celles issues du remboursement d'organismes en contrepartie de dépenses supportées par le budget principal de la Ville (charges de personnel, carburant ...)

	2018	2019	2020	Ecart 2019/2020
Remboursements à la Ville (au titre du personnel et des frais)	1 454 640 €	771 477 €	679 519 €	-91 958 €
Recette issue de nos services facturés	1 245 576 €	1 413 674 €	1 024 093 €	-389 581 €
Total du chapitre	2 700 215 €	2 185 151 €	1 703 612 €	
<i>écart en € n-1</i>	<i>181 295 €</i>	<i>- 515 065 €</i>	<i>- 481 539 €</i>	

Bien évidemment, c'est la recette tarifaire qui enregistre la perte la plus importante.

Évolution de la recette du produit des services sur 4 ans



Pour rappel au niveau de l'évolution des remboursements perçus par la Ville pour la mise à disposition de ses services, la diminution 2019 s'explique par la mise en place de la Gestion Unifiée du Personnel (GUP). En effet en 2018, la Ville a perçu pour la dernière année, les remboursements de Mayenne Communauté au titre de la mise à disposition du personnel de 2017 (634 504 €).

Depuis 2019, la Ville perçoit de Mayenne Communauté des remboursements uniquement pour les frais supportés par la Ville pour le carburant ou pour le restaurant. En effet, la Ville est coordonnateur du groupement de commandes des carburants. Au total, ces remboursements de frais reçus de Mayenne Communauté s'élèvent en 2020 à 224 565 €. Ils enregistrent un recul annuel de 77 415 € du fait de la diminution de la demande de Mayenne Communauté.

Les remboursements pour mise à disposition de personnel reçus des budgets annexes (eau, PF et crématorium), et du CCAS se chiffrent en 2020 à 368 186 €.

Les recettes tarifaires de nos services atteignent un total en 2020 de **1 024 093 €**. Elles représentent 6% des recettes réelles de fonctionnement 2020 (8% en 2019). Elles enregistrent une diminution annuelle de 389 581 € soit une baisse de 28% par rapport à 2019. Cette baisse se situe sur les services qui ont subi des fermetures en lien avec la pandémie : restaurant municipal, maison de la petite enfance, centre de loisirs, accueils périscolaires ou pour lesquels la municipalité a opté en faveur d'une exonération totale afin de soutenir les commerçants avec la gratuité des droits de terrasse (délibération du 25/06/2020).

	2018	2019	2020	Evolution n-1
la cuisine centrale	831 691 €	1 010 211 €	725 803 €	-284 408 €
la Maison de la Petite Enfance	186 382 €	191 441 €	127 780 €	-63 661 €
les piscines+ salles de sport	5 718 €	815 €	108 €	-707 €
les centres de loisirs	97 675 €	91 513 €	60 516 €	-30 998 €
les accueils périscolaires	16 962 €	19 307 €	13 642 €	-5 665 €
le cimetière	49 437 €	49 640 €	61 049 €	11 409 €
le journal municipal	7 910 €	5 495 €	3 985 €	-1 510 €
droits de terrasse	10 899 €	9 625 €	- €	-9 625 €
occupation du domaine public	22 708 €	23 793 €	22 419 €	-1 374 €
parking du château	3 650 €	3 150 €	2 800 €	-350 €
les jardins familiaux	5 903 €	6 255 €	5 993 €	-262 €
jumelage	6 640 €	2 431 €	- €	-2 431 €
TOTAL services facturés	1 245 576 €	1 413 674 €	1 024 093 €	-389 581 €

d) Les autres recettes (642 555 €)

Elles enregistrent une diminution de 85 589 € (-12%) par rapport à l'exercice précédent. En 2019, la Ville a enregistré un niveau de recettes exceptionnelles avec d'une part le remboursement de 100 000 € de l'assurance suite au sinistre du Hall d'Exposition et d'autre part l'excédent de clôture du SPAM de 40 348 €.

Au sein de cette catégorie des « autres recettes », on trouve en 2020 :

- 1°les sorties de stocks du magasin (pour 161 759 €),
- 2°les produits exceptionnels (193 2563 €) dont :
 - 43 710 € pour des pénalités appliquées sur le marché de fourniture à Electricité De France pour ne pas avoir respecté les conditions du marché sur la périodicité de présentation des factures.
 - Un versement exceptionnel de la CAF en contrepartie de la fermeture de notre crèche pendant le premier confinement de 138 924,80 €
 - Des cessions de terrains à Mayenne Habitat pour 3 200 € (La Haute Touche),
 - Des recettes exceptionnelles diverses pour 7 428 €.
- 3° les indemnités journalières : en 2020, au titre des années antérieures à la GUP, la Ville a perçu un reliquat d'indemnités journalières de 5 837 €,
- 4° la reprise de provision effectuée sur la dette garantie de Copainville pour 13 558,81 € correspondant au montant annuel remboursé par l'association sur les échéances d'emprunt prises en charge par la Ville en 2016,
- 5° l'indemnisation de la société d'HLM Coop logis au titre des parts sociales détenues pour 10,80 €
- 5°les loyers de nos biens immobiliers :

Zoom sur nos loyers perçus en 2020 (268 127 €) en diminution de 44 667 €

	2018	2019	2020	Evolution n-1
Panneau d'affichage	229 €	229 €	229 €	0 €
bureaux et salles pour Mayenne Commu	46 681 €	48 615 €	53 011 €	4 396 €
logements loués aux apprentis	2 969 €	619 €		-619 €
théâtre	588 €	273 €	1 197 €	924 €
hall d'exposition	7 967 €	3 371 €	- €	-3 371 €
salle polyvalente	12 289 €	8 228 €	4 905 €	-3 323 €
autres salles	73 881 €	67 895 €	49 735 €	-18 160 €
bâtiment Agitato (Les Possibles et Agita	48 157 €	49 698 €	37 422 €	-12 276 €
hébergements aux Chateliers	4 264 €	5 466 €	704 €	-4 762 €
maison de quartier Brossolette	1 180 €	1 306 €	272 €	-1 034 €
logements sociaux	54 574 €	54 705 €	53 963 €	-742 €
logements parc privé	87 309 €	68 800 €	63 636 €	-5 165 €
terrains agricoles	3 702 €	3 588 €	3 053 €	-535 €
TOTAL loyers	343 790 €	312 794 €	268 127 €	-44 667 €

On trouve deux explications à cette baisse de 44 667 € : d'abord l'effet crise sanitaire avec l'absence d'occupation de nos salles municipales ensuite la fin du remboursement du moratoire accordé à l'association Agitato sur les loyers non réglés de 2013.

RATIO : Recettes réelles de fonctionnement sur population

Ce ratio correspond aux ressources dont dispose la collectivité, il est à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Alors que le ratio avait augmenté en 2019 pour se situer à 1 331 €/hab (1 293 € en 2018) le ratio baisse en 2020 pour se situer à 1 284 € (-47 €/habitant).

RATIO : DGF / Recettes réelles de fonctionnement

Il permet d'apprécier le degré de "dépendance financière" de la commune à la principale dotation de l'Etat. En 2016, ce ratio était en 2017 de 7,4 %, en 2018 de 7,3%, en 2019 de 6,9%, il se situe en 2020 à 7,04%. Ce ratio est faible pour Mayenne comparativement aux autres communes. En effet, plus de la moitié des communes ont une DGF qui représente 1/3 de leurs ressources. La Ville a une dépendance financière à la DGF faible cependant elle s'est accentuée en 2020.

En conclusion, comme pour les dépenses, une compilation des recettes réelles de fonctionnement par domaine d'intervention de la Ville sur 3 exercices.

	2018	2019	2020	Evolution 2019/2020	Commentaires
Administration générale	15 206 966 €	14 888 242 €	14 974 680 €	86 438 €	fiscalité
Sécurité publique	6 462 €	8 925 €	3 164 €	-5 761 €	animaux divagants
Scolaire	1 118 201 €	1 316 879 €	963 397 €	-353 482 €	restaurant; accueils périscolaires,
Théâtre, Mémorial, salles municipales	103 385 €	195 395 €	73 587 €	-121 808 €	salles
Sport et jeunesse	328 995 €	289 378 €	241 014 €	-48 364 €	salles de sport, alsh
Social - CCAS	81 282 €	143 955 €	127 352 €	-16 603 €	
Crèche	576 379 €	632 780 €	605 888 €	-26 892 €	
Logement	90 259 €	72 568 €	69 655 €	-2 913 €	
services urbains	364 405 €	658 497 €	310 427 €	-348 070 €	versement transport exceptionnel en 2019, droits de terrasses
commerce, foires, marchés	65 853 €	64 441 €	35 361 €	-29 079 €	droits de places, subvention cima
TOTAL Chapitre FCT recettes	17 942 186 €	18 271 059 €	17 404 524 €	-866 534,92 €	

4 – Les épargnes 2020 de la Ville

Selon le mode de calcul retenu par la Chambre Régionale des Comptes.

RESSOURCES FISCALES PROPRES			
Les recettes fiscales	12 792 072 €		
- l'Attribution de Compensation	-4 555 430 €		
- la Dotation de Solidarité Communautaire	-236 117 €		
	8 000 525 €		
RESSOURCES EXPLOITATION			
Ventes de produits et prestations	1 703 612 €		
+ autres produits	268 131 €		
	1 971 743 €	CHARGES A CARACTERE GENERAL	
		les charges à caractère général	3 998 810 €
		- les stocks	-161 759 €
sous total produits flexibles	9 972 269 €		3 837 051 €
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES		CHARGES DE PERSONNEL	
Les dotations et participations	2 266 285 €		8 147 979 €
FISCALITE REVERSEE INTERCO ET ETAT		- les remboursements (IJ)	-5 837 €
L'Attribution de Compensation et la DSC	4 791 547 €		8 142 143 €
- les reversements de fiscalité	-7 576 €		
- la contribution au FPIC	-66 896 €	SUBVENTIONS DE FCT	1 357 432 €
sous total produits rigides	6 983 360 €	AUTRES CHARGES DE GESTION	616 600 €
Travaux en régie	38 261 €		
PRODUITS DE GESTION	16 993 890 €	CHARGES DE GESTION	13 953 225 €
REMB Budgets annexes et Mayenne Communauté	683 423 €	REMB Budgets annexes et Mayenne Communauté	683 423 €
PRODUITS GESTION NETS	16 310 467 €	CHARGES DE GESTION NETS	13 269 803 €

ÉPARGNE DE GESTION	3 040 664 €
RESULTAT FINANCIER	
Les produits financiers	11 €
Les charges financières – intérêts de la dette	-205 516 €
	-205 505 €
Les produits exceptionnels	193 258 €
Reprise de la provision Copainville	13 559 €
- les cessions	
- les charges exceptionnelles	-3 661 €
	203 156 €
ÉPARGNE BRUTE	3 038 315 €
RESULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 548 954 €
Remboursement en capital des emprunts	1 390 663 €
ÉPARGNE NETTE	1 647 653 €

L'épargne de gestion correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

L'épargne brute correspond à l'épargne de gestion après déduction de la charge d'intérêts.

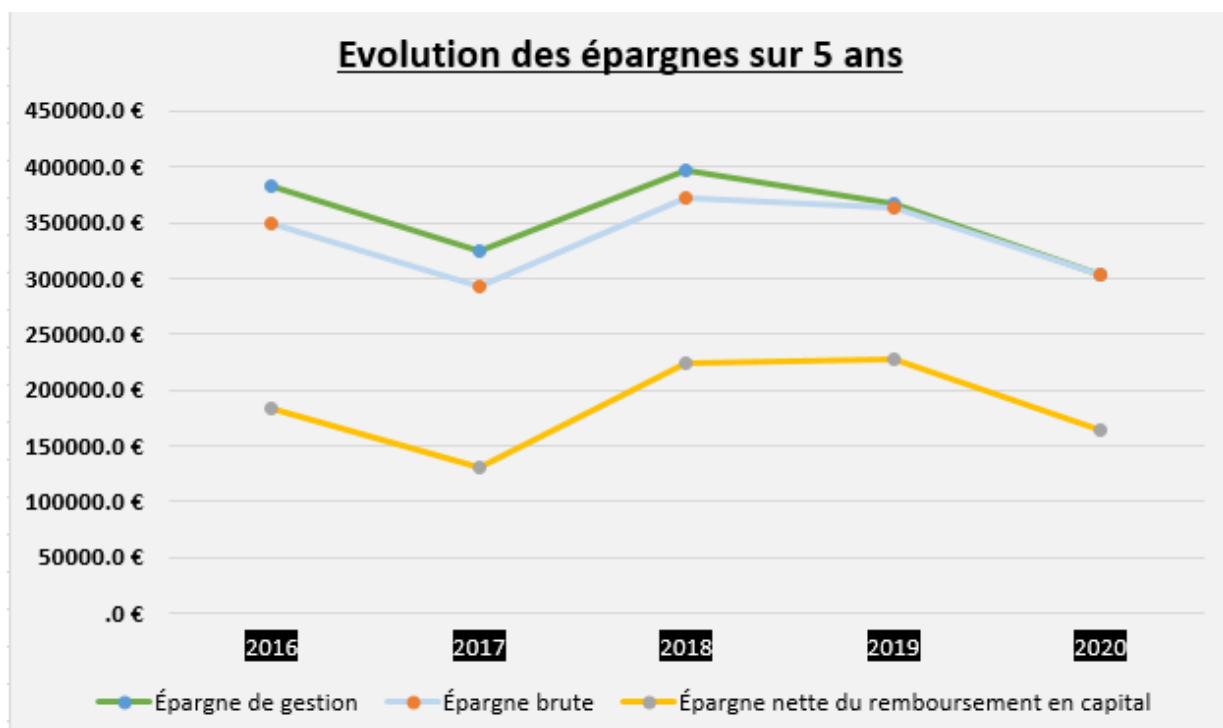
Appelée également « autofinancement brut », l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'investissement).

L'**épargne nette** correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette (intérêts + capital). Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

Regardons l'évolution des épargnes de la Ville depuis 2016 :

	2016	2017	2018	2019	2020	variation n-1 en €	variation n-1 en %
Épargne de gestion	3 833 232 €	3 244 614 €	3 970 536 €	3 665 346 €	3 040 664 €	-624 681 €	-17%
Épargne brute	3 485 979 €	2 922 682 €	3 718 294 €	3 624 882 €	3 038 315 €	-586 566 €	-16%
Épargne nette du remboursement en capital	1 834 351 €	1 305 546 €	2 234 474 €	2 266 738 €	1 647 653 €	-619 085 €	-27%

Bien évidemment le choc sanitaire de 2020 explique la dégradation de nos épargnes en raison notamment du recul de nos recettes tarifaires. Cette diminution étant plus forte que la décroissance de nos dépenses de fonctionnement, elle a un effet négatif sur nos épargnes. Cette crise sanitaire dégrade ainsi la situation financière de la Ville et pénalise ses marges de manœuvre.

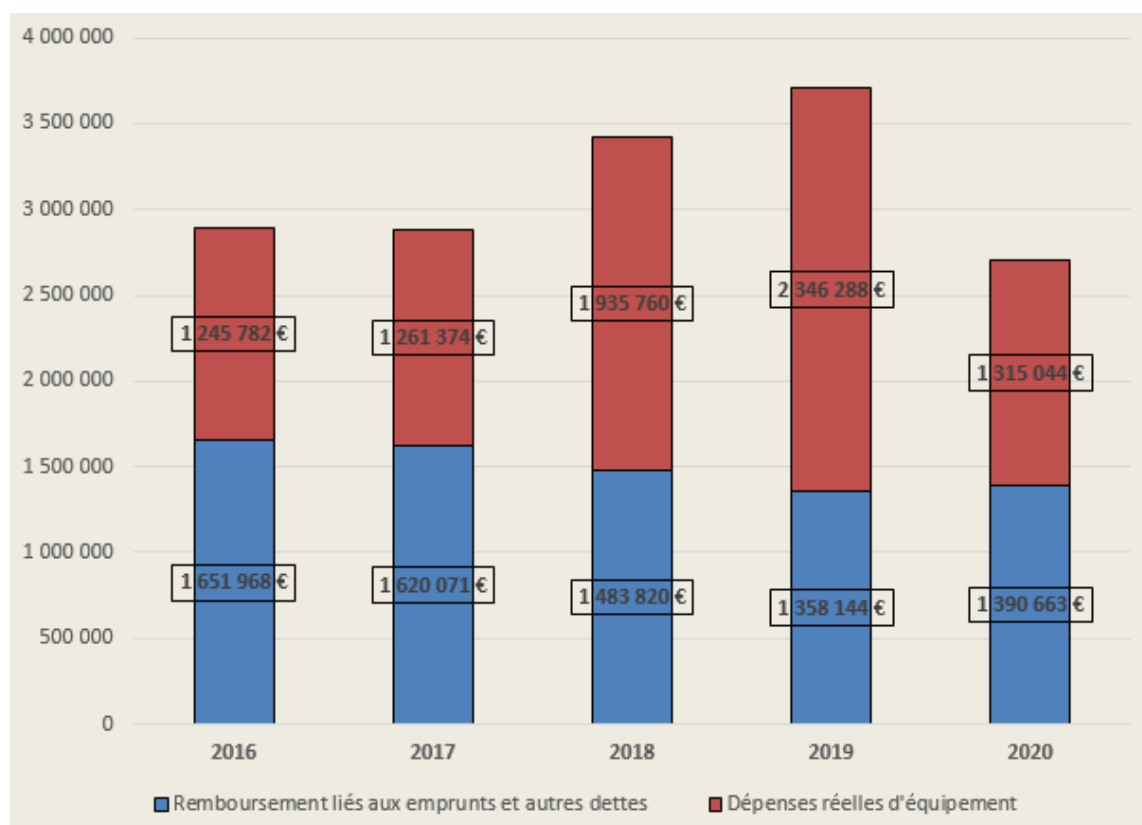


A noter qu'au niveau national, la chute de l'épargne brute est annoncée pour le bloc communal à hauteur de 12,3% (source Gazette des communes). Le choc de la crise sanitaire a mis à mal plus durement la situation financière de la Ville qui supporte une diminution de 17% de son épargne brute en 2020.

SECTION D'INVESTISSEMENT

En 2020, le niveau de nos dépenses d'investissement (hors restes à réaliser) a chuté pour atteindre une dépense réalisée de 1 315 044 € comparativement à un crédit ouvert de 7 590 639 €.

Evolution des principales dépenses d'investissement



Le taux de réalisation du programme d'équipement brut 2020 (dépenses réalisées sur crédits ouverts) s'élève à 43%. Il est calculé en comprenant les restes à réaliser de 1 953 203 € correspondant aux dépenses engagées comptablement (les devis et marchés signés). A noter que le taux de réalisation hors restes à réaliser se situe pour 2020 à 17% alors qu'il était de 36% en 2019. La crise sanitaire de 2020 accompagnée de ses deux périodes de confinement ont eu nécessairement un impact sur le taux de réalisation de nos dépenses d'équipement.

5 - La section d'investissement

a) les dépenses réelles d'investissement (2 706 653 €) hors restes à réaliser 2020 de 2 008 757 €

Les dépenses financières = 1 391 609 €

Elles correspondent au remboursement en capital des emprunts qui, pour 2020, s'élèvent à 1 390 663 €. Comme le montre le graphe ci-dessus, il progresse légèrement en 2020 conséquence du réaménagement d'emprunt opéré en 2015 auprès de la Caisse Française de Financement Local sur 2 prêts dans le but de re profiler l'amortissement de la dette en lissant le capital à rembourser. Autre dépense financière, le remboursement des cautions reçues pour les jardins familiaux et le

parking du château qui s'élève en 2020 à **946 €**.

Les dépenses d'équipement = 1 315 044 €

Le programme d'équipement 2020 atteint **1 315 044 €** contre 2 346 288 € en 2019, 1 935 760 € en 2018, 1 261 374 € en 2017, et 1 245 782 € en 2016. Après une progression continue entre 2016 et 2019, l'année 2020 enregistre une baisse importante des dépenses d'équipement. Si le cycle électoral (2020 = année d'élections) explique en partie cette baisse, la crise sanitaire a également un impact sur ce niveau d'exécution.

En matière de subventions d'équipement, **263 531 €** ont été versés :

- Aux particuliers dans le cadre de l'opération de rénovation des façades du centre-ville avec une dépense de 20 727 € (contre 21 443 € en 2019 ; 50 120 € en 2018 ; 34 993 € en 2017),
- A 9 particuliers dans le cadre du soutien à l'achat de vélo à assistance électrique pour 1 350 €,
- Au syndicat Territoire d'Energie Mayenne à hauteur de 237 946 € dans le cadre de la convention de transfert de l'éclairage public en contrepartie de leur dépense d'inventaire et de géo référencement,
- A Orange pour 3 508 € pour un fonds de concours sur l'enfouissement des lignes de la rue Charles de Gaulle.

En matière de dépenses d'équipement brut (hors subventions d'équipement), les réalisations de 2020 (hors restes à réaliser) sont de **1 051 513 €**. Elles peuvent être classées en 4 grands domaines : les études et logiciels, les acquisitions, les travaux sur bâtiments, et les aménagements urbains.

Etudes et logiciels

118 154 €

Diagnostic sur le schéma directeur des équipements sportifs	22 320 €
Etude sur les ouvrages d'arts	11 040 €
Etude faisabilité réseau de chaleur avec le CHNM.....	8 790 €
Etudes LMA site Roullais	56 343 €
Un logiciel de gestion de salles	4 560 €
Des licences AutoCab (logiciel de conception assistée par ordinateur)	2 400 €
Des licence antivirus	12 701 €

Acquisitions

292 024 €

Un terrain de 1079 m ² lieu dit les Perrouins.....	1 €
Acquisition immobilière 30 rue Henri Gandais	97 735 €
Mobilier bureau	15 706 €
Matériel service propreté urbaine (souffleur, bac écurissage, rotofil).....	2 585 €
Matériel service espaces verts (debroussailluses, souffleur).....	12 495 €
Véhicule Partner entretien des locaux.....	8 388 €
Equipement Véhicule portage du Restaurant municipal	4 236 €
1 vélo cargo.....	4 530 €
Annonces légales pour acquisition véhicules industriels	1 451 €
Matériel informatique	43 525 €
Matériel divers	101 372 €

Travaux sur bâtiments

304 142 €

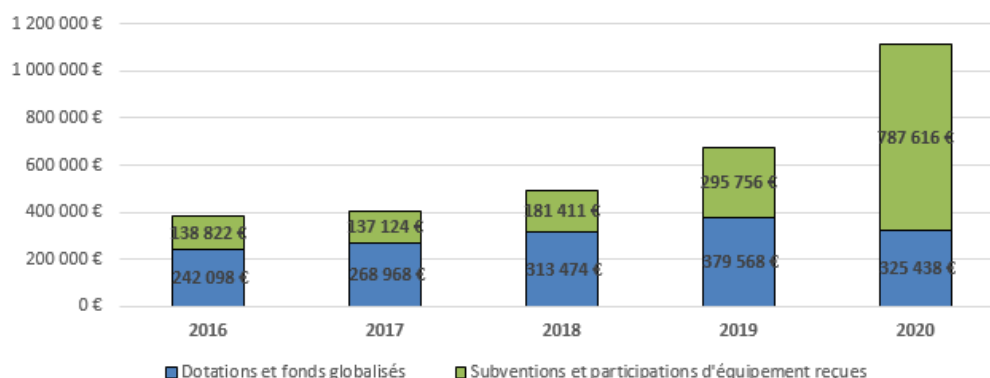
Travaux sur bâtiments scolaires maternels.....	24 988 €
Travaux sur bâtiments scolaires primaires.....	71 912 €
Travaux à la crèche	20 686 €
Travaux édifices religieux	68 250 €
Travaux sur bâtiment sportif	1 824 €
Travaux relamping salle de tennis	21 711 €
Rénovation des vestiaires des salles de tennis	6 540 €
Travaux sur mur d'escalade Jules Ferry	7 974 €
Travaux Vidéo protection salle Gambetta	21 919 €
Travaux stores à la maison de la pêche	3 052 €
Travaux au stade	2 978 €
Travaux parking du château	6 512 €
Travaux Logements Davière	21 886 €
Travaux salle polyvalente	15 998 €
Autres travaux sur bâtiments	7 913 €

Aménagements urbains**325 780 €**

Muret rue Charles de Gaulle	11 213 €
Levés topo rue Prieuré de Berne.....	4 344 €
Hydrocurage eaux pluviales av Gutenberg.....	1 968 €
Branchement eaux pluviales impasse bas bourget	1 207 €
Travaux rue du Fauconnier	301 829 €
Travaux rond point Péyennière	1 104 €
Levés topo	4 116 €

Les autres dépenses d'équipement 2020 = 11 413 €

Elles sont constituées des avances sur marchés publics de travaux pour **11 413 €** (marché de travaux rue du Fauconnier)

b) les recettes réelles d'investissement (2 963 641 € en 2020) hors restes à réaliser de 451 990 €**Evolution des principales recettes d'investissement**

Les recettes réelles d'investissement atteignent en 2020, 2 963 641 €.

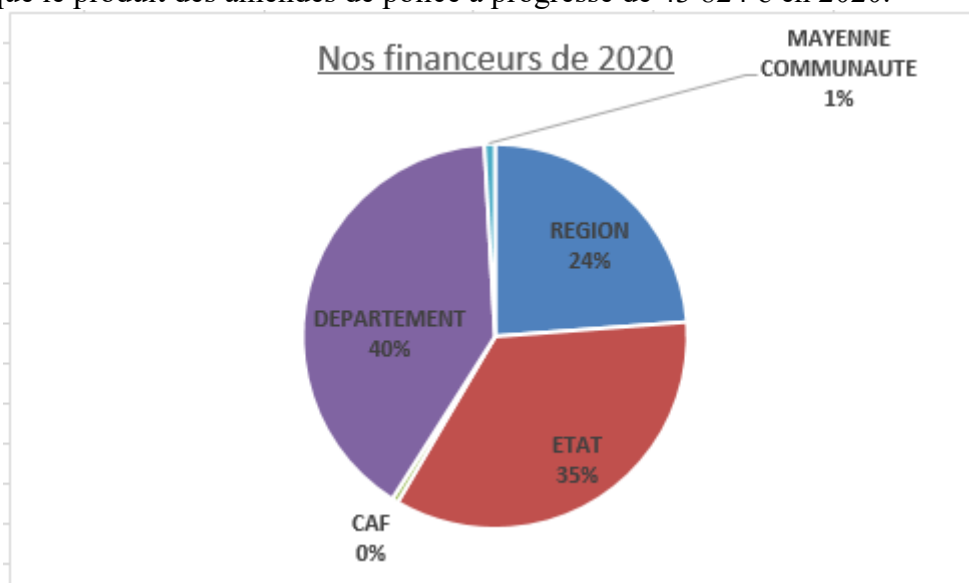
Elles comprennent les subventions et participations (787 616 € en 2020) les dotations (FCTVA et taxe d'aménagement pour un total de 325 438 € en 2020), deux autres recettes liées aux cautions versées et aux avances sur marchés (6 336 € en 2020), l'excédent de fonctionnement capitalisé de 2020 de 1 840 151 €, et un prêt de la CAF pour le financement des jeux extérieurs installés à la Maison de la Petite Enfance de 4 100 € (remboursable sur 5 ans, sans intérêts).

Le FCTVA atteint 216 569 € en 2020 (contre 278 329 € en 2019), il correspond au remboursement de TVA au taux de 16,404% sur les investissements réalisés en 2019. Son niveau est directement lié à celui des investissements réalisés en n-1.

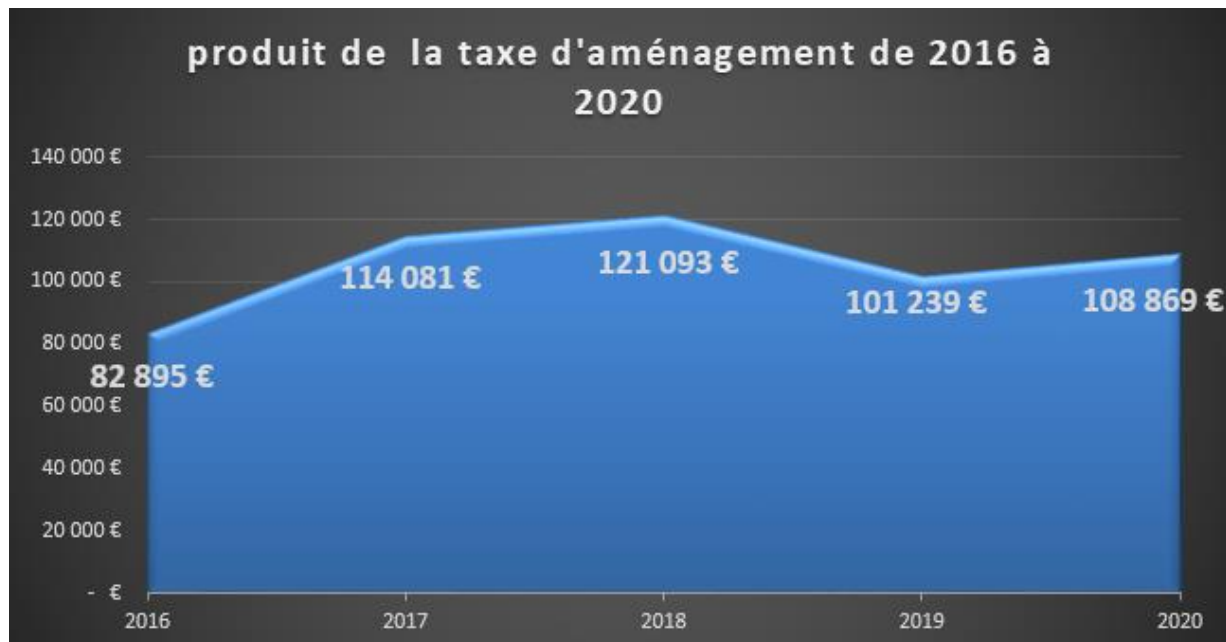
On note en 2020 une belle performance en matière de **subventions d'équipement** reçues avec un total de 787 616 € (contre 295 756 € et 181 411 € en 2018) ci-après détaillées :

Libellé	Montant TTC
AMENDES DE POLICE	109 465,00
DEPARTEMENT Aménagement rue Charles de Gaulle	116 148,00
DEPARTEMENT Aménagement esplanade F Mitterrand	200 000,00
ETAT DETR 2019 Travaux hall d'exposition solde	77 185,00
ETAT DETR 2018 Travaux au Mémorial solde	8 776,40
ETAT DETR 2019 Travaux rue Charles de Gaulle solde	21 021,92
ETAT DETR 2020 rénovation éclairage public acompte	45 000,00
ETAT Ademe étude réseau de chaleur	11 427,50
ETAT CAF jeux extérieurs à la crèche	4 100,00
REGION Aménagement rue Charles de Gaulle	87 500,00
REGION Travaux climatisation hall d'exposition	100 000,00
MAYENNE COMMUNAUTE Fonds de concours sur mobilier	6 992,00
TOTAL DES SUBVENTIONS PERCUES en 2020	787 615,82

A noter que le produit des amendes de police a progressé de 43 824 € en 2020.



Zoom sur la taxe d'aménagement depuis 2016 :



Après une croissance continue depuis 2015, la taxe d'aménagement en 2019 a marqué un recul de 19 854 € par rapport à celle perçue au titre de 2018 pour se situer à un niveau inférieur à celui de 2017. En 2020 la taxe d'aménagement progresse de 7 630 € pour atteindre **108 869 €**.

Pour rappel, la taxe d'aménagement (auparavant taxe locale d'équipement) est applicable sur toutes les opérations d'aménagement, de construction et d'agrandissement de bâtiments nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou déclaration préalable de travaux).

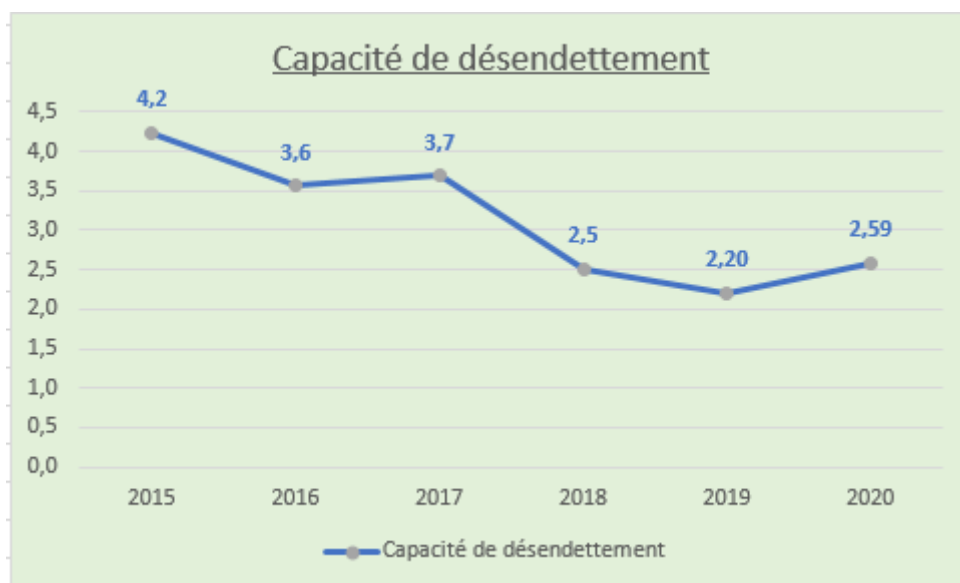
Les autres recettes d'investissement sont constituées de :

- Les versements de cautions par les usagers pour **1 627 €** (parking du Château et jardins familiaux),
- Et les avances remboursées sur les marchés de **4 710 €**.

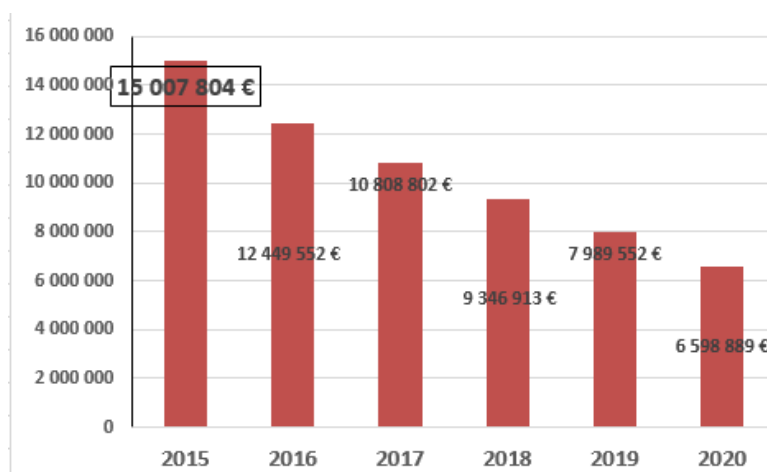
5- l'évolution de l'endettement de la Ville

Au **31/12/2020**, l'endettement de la Ville est de **6 598 889 €** (il était de 7 989 552 € un an auparavant). Ses caractéristiques sont :

- Un **taux d'intérêt moyen de 2,86%** supérieur à la strate (2,47%).
- Notre **ratio de désendettement 2020 se situe à 2,6** (il était de 2,2 années au 31/12/19). La dégradation de l'épargne brute a un effet défavorable sur le ratio. A noter cependant que le désendettement de la Ville a un effet d'atténuation sur cette dégradation. Ce ratio permet de répondre à la question : " en combien d'années la Ville pourrait-elle rembourser la totalité de son encours en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ? ".
Il se calcule ainsi : Encours de dette/ capacité d'autofinancement brute au 31/12



Le graphe ci-dessus montre l'effort de la Ville depuis 2015 sur la maîtrise de son encours de dette dans le but d'améliorer sa solvabilité financière :



- **La dette par type de risque :**

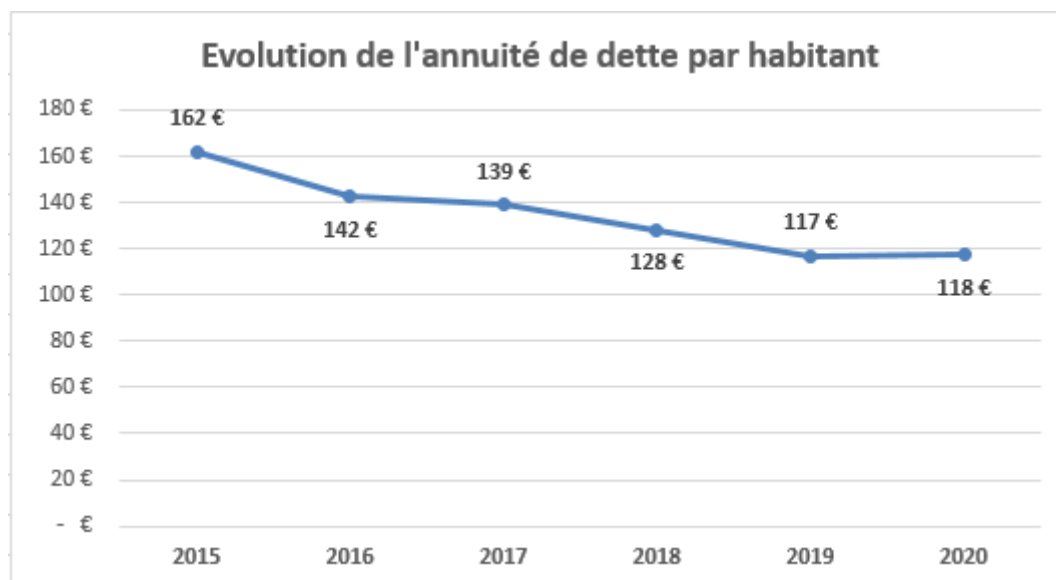
Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	4 848 526,41 €	73.47 %	3.63 %
Variable	1 432 692,60 €	21.71 %	0.57 %
Livret A	247 178,76 €	3.75 %	0.98 %
Barrière	70 491,15 €	1.07 %	3.32 %
Ensemble des risques	6 598 888,92 €	100.00 %	2.86 %

- **La dette par habitant poursuit son amélioration sous l'effet du désendettement** avec une diminution de 95 € par habitant de MAYENNE entre 2019 et 2020.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours de dette	15 007 804 €	12 449 552 €	10 808 802 €	9 346 913 €	7 989 552 €	6 598 889 €
Population INSEE	14184	14300	14051	13875	13728	13551
Dette par habitant de Mayenne	1 058 €	871 €	769 €	674 €	582 €	487 €

Les dernières données connues de la strate sont de 2019 (source DGFIP comptes individuels des communes des 10 000 à 20 000 hab.) indiquent un encours de dette moyen de 837 €. Nous nous situons bien en deçà.

- **L'annuité (capital remboursé + intérêts de la dette annuels) par habitant**



Au 31/12/2019, la moyenne de la strate se situait à 108 € /habitant.

- **L'encours consolidé de la dette au 31/12/2020** du budget principal et des budgets annexes qui marque un net désendettement.

	au 31/12/18	au 31/12/19	au 31/12/20	Ecart n-1
Budget principal	9 346 913 €	7 989 552 €	6 598 889 €	-1 390 663 €
Budget Eau	693 990 €	605 860 €	510 862 €	-94 998 €
Budget Pompes funèbres	224 766 €	161 122 €	110 593 €	-50 529 €
Budget crématorium	192 040 €	163 856 €	127 322 €	-36 534 €
Dette consolidée	10 457 709 €	8 920 390 €	7 347 666 €	-1 572 724 €

6- Les ratios

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	13551
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	126
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté de communes de Mayenne Communauté	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
15526055	16328559	0.00	1060.67

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) DGFIP 2019 - comptes individuels des communes de 10000 à 20000 habitants
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1063	1213
2	Produit des impositions directes/population	496.00	563
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1284	1354
4	Dépenses d'équipement brut/population	78	376
5	Encours de dette/population	487.00	850
6	DGF/population	90	177
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	56.6	59.18
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	90.7	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	6.04	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	37.9	